

FORUM INTERNATIONAL DU DAKAR-AGRICOLE

La fracture agricole mondiale :
« Ouvrir des perspectives pour les espaces en développement »

4 et 5 février 2005

Rapport - ATELIER 1A

THEME : *Comment impulser de nouvelles politiques agricoles qui concilient la diversification des productions nécessaire à une alimentation équilibrée de la population locale ou régionale, et la spécialisation permettant d'accéder à certains marchés internationaux ?*

Dans ce cadre, comment aborder la dimension foncière, la question de la régulation des productions, celle de l'accès au financement et du soutien aux initiatives individuelles et collectives ?

RAPPORT - ATELIER 1A

DAKAR-AGRICOLE

05/02/2005

I - COMPOSITION DE LA COMMISSION

- **Président :**

- M. Carl B.
Directeur CTA

- **Rapporteurs :**

- M. Kenneth Da Nobrega , Diplomate au ministère des affaires étrangères au Brésil
- M. GUISSSE Makane Directeur Général ANCAR

- **Participants :**

- Voir la liste de présence

II - ORDRE DU JOUR

La Commission était chargée d'apporter ses contributions sur les points suivants :

- a. Inégalités et crises agricoles (voir power point) par M. Marcel MAZOYER
- b. La fracture agricole : Comment réaliser les promesses de l'agriculture africaine par M. TALL Madani
- c. Pour une nouvelle problématique du développement agricole : le cas du coton
- d. Réduire la fracture agricole : échanger et s'organiser
- e. Les nouvelles attentes de la société : un autre aspect de la fracture agricole
- f. Les réformes des systèmes fonciers souhaitables en Afrique

III - DEROULEMENT DES TRAVAUX

Mot du président :

Le président de séance a ouvert les travaux en rappelant les interventions des chefs d'état au cours des séances plénières qui se sont engagés à explorer les espaces de politiques de développement pour le secteur agricole. A cet égard, il a souligné que les facteurs techniques ne sont pas les seuls à prendre en compte dans l'analyse des causes de la fracture agricole. Le président a insisté sur la nécessité de capitaliser les expériences réussies. Cependant, il faut s'assurer que les ressources financières sont disponibles pour soutenir les initiatives considérées comme importantes. Il a enfin mis l'accent sur la nécessité d'impliquer les acteurs concernés (surtout les paysans) dans la formulation et la mise en œuvre des politiques agricoles. A cet effet, le dialogue entre les acteurs est d'une importance capitale.

Avant de passer la parole aux exposants il a rappelé les commentaires du professeur SWANINATHAN sur l'importance de prendre en compte à la fois les connaissances endogènes et les nouvelles technologies.

Intervention du 1er exposant : M. Marcel Mazoyer, professeur à l'INAPG

Les idées forces de l'exposition ont été les suivantes :

- Une situation alimentaire mondiale inacceptable et non durable,
- Malgré un exode rural de près de 50 millions par, le nombre de pauvres et affamés des campagnes ne diminue pas,
- Augmentation importante des rendements avec cependant des écarts de productivité très importants entre les cultures manuelles et mécanisées surtout après la deuxième guerre mondiale,
- Le prix des produits agricoles sur le marché mondial ne correspond pas au prix de revient de ces produits dans la plupart des pays. Cependant en Afrique les agriculteurs ne bénéficient pas de subventions importantes contrairement aux pays européens et aux USA,
- Le libéralisme n'est pas seulement la libre circulation des biens, services et capitaux mais aussi la libre circulation des hommes,

Solution préconisée :

- Une politique agricole qui garantisse des prix de revient à l'aide d'instruments adaptés aux conditions particulières de chaque pays.

**Intervention du 2ème exposant : M. Madani TALL, Directeur des opérations
Banques Mondiale, Région Afrique**

Il a introduit son intervention en observant que tous les chefs d'Etat lors de la réunion plénière ont souligné que la fracture agricole était inacceptable. L'agriculture africaine est pleine de promesses mais il faudrait relever les défis importants.

Les grandes lignes de son exposé ont été :

- Les défis:
 - ✓ inverser les tendances historiques (Faibles performances économiques, Vulnérabilité alimentaire grandissante, Forte incidence de la pauvreté rurale),
 - ✓ Impulser une croissance économique forte et partagée.

- Les opportunités :
 - ✓ Rôle moteur de l'agriculture dans le développement économique
 - ✓ Croissance de la demande domestique et régionale
 - ✓ Marché international (existence de « niches »)
 - ✓

- Comment impulser la croissance agricole :
 - ✓ Bâtir les bases d'une productivité agricole soutenue,
 - ✓ Augmenter la productivité
 - ✓ Renforcer l'intégration régionale
 - ✓ Lever les contraintes d'accès aux marchés internationaux (Révision des politiques de subvention dans l'OCDE, Réduction/suppression des barrières aux exportations africaines, Protection de l'agriculture Africaine contre les subventions et autres distorsions)

- Le cadre de référence : Le programme de développement de l'agriculture africaine du NEPAD
 - ✓ Principales composantes (accès aux marchés : réformes, facilitation et infrastructures, maîtrise de l'eau et fertilité des sols, prévention et atténuation des catastrophes naturelles, génération et transfert de technologies)
 - ✓ Mise en œuvre au niveau des Communautés économiques régionales (CEDEAO, SADC, COMESA etc.)
 - ✓ Dimension régionales et nationales étroitement intégrées
 - ✓ Accroissement substantiel du financement.

Le président avant de donner la parole aux participants, a fait remarquer que les deux exposés ont passé en revue des aspects différents d'un même problème auquel il convient de trouver des solutions. Il a en outre relevé les points suivants :

- La faible productivité de l'agriculture africaine est un problème qui n'est pas exclusivement lié au fonctionnement du marché international.
- Les objectifs du millénaire peuvent être atteints si on met en œuvre un certain nombre de mesures.
- Les priorités de chaque pays peuvent être différentes mais le spectre est le même.
- Au cours des dernières années les importations provenant des pays non africains ont augmenté en partie à cause des difficultés d'intensifier le commerce intra africain.
- Analyser de façon approfondie la problématique des subventions et parallèlement prendre en main le problème de développement de l'offre exportable.

Contributions 1 :

Pour l'ensemble des contributions, nous pouvons dégager comme points essentiels :

On peut se demander si les pays en développement ont des avantages comparatifs dans l'ensemble du secteur agricole au regard de l'écart technologique actuel. Le problème des subventions est secondaire par rapport à la question des avantages comparatifs. Le choix des USA et de l'Europe de subventionner leur agriculture est parfaitement légitime.

Contributions 2 :

Les subventions des pays riches ne sont pas condamnables en soi si elles ne viennent pas perturber nos marchés. Ce qui le plus négatif c'est les taux d'intérêt usuraires qui constituent un grand frein au développement de l'agriculture africaine.

Contributions 3 :

Absence de financement des activités agricoles à long terme en Afrique. Les moyens financiers alloués n'arrivent pas dans les villages à cause des problèmes de risques et de rentabilité.

Deux propositions :

- appuyer les organisations paysannes dans la mise en place d'outils de financement
- envisager un système de financement du développement rural fonctionnant de façon cohérente et comportant trois volets (mécanisme de crédit et de financement, mécanisme de financement de l'accompagnement et mécanisme des couvertures des risques).

Contributions 4 :

- Définir une stratégie de valorisation locale des produits agricoles africains.
- Définir une stratégie de gestion de la qualité sous toutes ces formes, ce qui suppose une bonne connaissance des normes et des innovations technologiques.

Contributions 5 :

- Comment reproduire la révolution verte en Afrique ?
- Qu'est ce qui explique le manque de cohérence entre les solutions scientifiquement reconnues et les décisions prises par la banque mondiale ?

Contributions et questions 6:

La fracture agricole existe entre pays du nord et pays du sud mais également à l'intérieur des pays en développement. La plupart des grandes villes sont nourries par les petits agriculteurs ce qui mérite une analyse et une réflexion pour en tirer des leçons. L'hyper productivité est obtenue et se maintient à cours de subventions, pourquoi les subventions absurdes de l'Europe et des USA se maintiennent-elles ?

Les barrières non tarifaires n'expliquent pas perte des marchés par les pays africains pour les produits tels que le café ou le cacao. C'est le fait plutôt de concurrence avec des pays d'autres pays du Sud (Indonésie).

Les politiques de la banque mondiale et du FMI ont contribué à l'élimination des services agricoles : exemple les services anti acridiens.

Contributions 7 :

- Importance des échanges d'expériences et de connaissances entre les acteurs des pays africains : c'est à travailler dans ce sens.
- La dimension de la communication et de l'information est extrêmement importante mais ne bénéficie pas toujours de ressources suffisantes.

Commentaires et réponses des exposants :

M. Mazoyer :

Les questions qui ont été posées de façon générale sont adressées à tout le monde.

- Dans les centres urbains on vend des produits frais qui ne subissent pas la concurrence directe des grands producteurs internationaux. Les paysans africains ont donc une capacité d'adaptation efficace sinon ils disparaîtraient,
- Le dualisme agricole existe à l'intérieur de tous les pays même au sein de l'agriculture paysanne,
- L'économie libérale est basée sur la concurrence et inégalité de conditions ce qui crée un différentiel de production et des gains de productivité qui éliminent les plus faibles.
- Le développement inégal peut conduire à des situations sociales et morales insoutenables.

Commentaires de M. Madani TALL :

- Le taux d'intérêt peut ne pas être le facteur le plus limitant comme en témoigne l'étude sur la production d'ananas au Bénin qui a révélé l'importance d'autres contraintes (coût des emballages, des transports et des tracasseries). La levée de ces contraintes a permis de faire sur trois ans un bon de 37 000 à 100 000 tonnes.
- Les banques de développement agricole ont fait faillite avant d'être liquidées,
- Le financement des petits agriculteurs (tontine, crédits de proximité) est différent de celui des gros agriculteurs (banque). Là où il y'a problème c'est le financement des moyens,
- La valorisation locale des produits agricoles est un facteur important,
- Les systèmes de protection qui ne sont pas efficaces doivent être supprimés : le cas de la SONACOS,
- Depuis 15 ans, la banque mondiale a privilégié le financement des services agricoles ;
- La concurrence des autres pays du sud est un facteur à prendre en compte mais les barrières tarifaires et non tarifaires sont aussi un problème.

Intervention du 3ème exposant : M. GILLES Peltier

Les grandes lignes abordées sont :

- Le contexte mondial

- Ralentissement des exportations agricoles mondiales
- Le recul de la part des pays en développement dans les exportations mondiales
- Le déclin des produits agricoles primaires dans le commerce mondial

- Le cas du coton pour l'Afrique

- 90% de la production africaine
- 15% des exportations africaines
- 20 milliards de dollars pour le marché mondial dont 4 milliards de dollars de subvention
- Coût à l'hectare bas mais rendements faibles
- Les menaces qui pèsent sur la compétitivité (fluctuation brutale des cours mondiaux, érosion progressive des rendements etc.)
- Réduire la fracture agricole en six mesures :
 1. Promouvoir et généraliser des fonds de soutien nationaux et régionaux
 2. Accroître les capacités productives
 3. Accélérer l'innovation technologique (compétitivité, protection des ressources naturelles)
 4. Diversifier les revenus des producteurs avec des cultures associées
 5. Inscrire les sociétés dans une démarche de commerce équitable
 6. Ouvrir le capital des sociétés aux acteurs (associations des producteurs)

Intervention du 4ème exposant : M. Lacombe Philippe

Les grandes lignes abordées sont :

- Commentaires critiques au sujet d'une adhésion radicale aux principes de l'économie libérale qui ne prend pas en compte les spécificités du secteur agricole / alimentaire
- Lors de la création du GATT en 1947, l'agriculture n'était pas concernée par les négociations internationales du fait de sa spécificité : les questions alimentaires étaient bien trop graves pour être laissées au marché
- L'agriculture a fait son entrée dans le système multilatéral de commerce pendant l'Uruguay round
- Echanger, commercer pour bénéficier des avantages comparatifs et s'organiser pour prévenir les dangers
- Les gouvernements devraient s'impliquer davantage pour développer des réglementations pour le secteur agricole
- L'hypothèse d'un modèle unique est démenti : il faut des associations entre le public et le privé

Intervention du 5ème exposant : M. Bernard Bachelier

Les deux grandes idées développées sont :

1. Les nouvelles attentes de la société :

- Satisfaction des besoins alimentaires des consommateurs
- S'agissant de la sécurité alimentaire :
 - Exigence sanitaire et sécuritaire
 - Qualité des produits (goûts et origine)
 - Montée en puissance de la dimension nutritionnelle
 - Corrélation du produit avec les systèmes de produits
- S'agissant des exigences environnementales :
 - Impact sur le milieu physique
 - Impact sur la biodiversité
 - Relation avec les changements climatiques

2. Projet de mise en place d'une fondation pour l'agriculture et la ruralité:

- Présentation d'une nouvelle initiative française basée sur la reconnaissance de la crise et la création d'une fondation pour développer des synergies de pensées et d'actions avec trois objectifs
 - Promouvoir des agricultures respectueuses de l'environnement
 - Développer des appuis technologiques
 - Organiser, animer des débats et réflexions sur les politiques agricoles

Intervention du 6ème exposant : M. SAMIR

Les idées maîtresses sont :

- Il faut définir les politiques pour l'accès aux sols des producteurs selon les conditions différentielles dans le temps et dans l'espace
- Distinction entre réforme agraire et révolution agraire
- Deux modalités d'accès à la terre : la propriété privée et autrement (fondé sur la conception des droits d'accès sont superposés)
- Exigence d'une réforme agraire dans le sens d'une redistribution
- Campagne pour l'accès aux sols pour trois milliards de personnes de façon démocratique et égalitaire

Intervention du 7ème exposant : M. CHEN

- Points clés de la politique agricole de Taiwan qui a donné des résultats positifs :
 1. système foncier adéquat
 2. facilitation de l'acquisition du matériel agricole et des intrants
 3. appui substantiel à la recherche agricole
 4. lien entre agriculture et industrie (transformation)
 5. services de vulgarisation efficace
 6. appui à l'exportation

Intervention du 8ème exposant : M. Paolo

- Approche pour la réduction de la vulnérabilité en milieu rural dans le sahel dans le cadre d'un programme d'appui au développement financé par l'Italie dans 4 pays.

CONTRIBUTIONS

- Le cas du Brésil a été mis en exergue :
Cohabitation entre agriculture de subsistance et agriculture à haut rendement exportatrice et mise en œuvre d'une politique de coopération technique avec les pays en développement depuis deux ans.
- Idée d'associer tous les partenaires dans la conception des politiques agricoles afin de « passer du prêt-à-porter aux sur mesures », exemple d'OP sous régional tel que via Campecina et le ROPPA
- Prise en compte des activités non agricoles
- Renforcement des capacités des OP en vue de créer des conditions favorables à une négociation équitable des politiques
- Le traitement spécial est différencié dans l'élaboration des politiques
- Le rôle important des firmes privées dans la définition des politiques

IV - CONCLUSION

Les conclusions des travaux de l'atelier sont résumées par la présentation PowerPoint restituée en plénière.